

Nanette Gartrel « Les enfants élevés par un couple de femmes se portent aussi bien que les autres »

ENTRETIEN

Nanette Gartrel est professeure à l'école de droit de l'université de Californie à Los Angeles. Médecin et psychiatre, elle mène aussi des travaux de recherche sur l'homoparentalité en employant les méthodes des sciences sociales. Elle dirige depuis les années 1980 la National Longitudinal Lesbian Family Study, une étude de suivi de familles fondées par des lesbiennes, le premier travail de longue durée sur le sujet.

L'étude que vous pilotez s'intéresse tout particulièrement au développement et à la santé mentale des enfants élevés par un couple de femmes. Plusieurs opposants aux unions de même sexe estiment que ces filles et ces garçons risquent de ne pas pouvoir s'épanouir pleinement. Pour votre part, sur la base de cette étude, qu'observez-vous ?

Les plus récentes enquêtes que nous avons menées concernaient des adolescents de 17 ans et des jeunes adultes de 25 ans. Et nous avons remarqué qu'ils se portaient aussi bien, voire mieux, que l'échantillon représentatif de la population générale auquel nous les avons comparés : leurs études se déroulent bien, ils ont un riche réseau d'amis et sont très proches de leurs parents. Nous avons aussi découvert qu'aucun d'entre eux n'avait souffert d'agressions sexuelles ou de violences de la part d'un parent ou d'un proche. Comparativement, 8 % des adolescents américains de 17 ans ont été victimes d'abus sexuels de la part d'un parent ou d'un proche, et 26 % de violences commises par ce même entourage.

Dans quelles circonstances avez-vous lancé cette étude ?

En 1982, aux États-Unis, une clinique du planning familial a pour la première fois été autorisée à rendre la PMA accessible aux femmes célibataires et aux lesbiennes. J'étais alors professeure à l'école de médecine d'Harvard et, avec des collègues, nous nous sommes rendu compte que nous étions face à un nouveau phénomène social. En 1986, nous avons donc com-

Grandir dans une famille fondée par deux femmes n'a pas d'impact sur le bien-être, explique la chercheuse américaine, qui, depuis les années 1980, dirige la première étude de suivi sur le sujet

mencé notre étude de suivi de familles fondées par des mères lesbiennes, de la conception des enfants jusqu'à ce qu'ils atteignent l'âge adulte. C'est un projet qui ne bénéficie d'aucun soutien financier : les chercheurs travaillent sur la base du volontariat.

A l'époque, l'homophobie et la discrimination étaient bien plus répandues qu'aujourd'hui. Par exemple, la justice, qui était parfois appelée à trancher dans des affaires d'adoption ou de divorce, doutait de la capacité des enfants à s'épanouir s'ils étaient élevés par des parents homosexuels. Différents projets de recherche, qui se concentraient sur un moment précis de la vie de ces mineurs, leurs 5 ans ou leurs 10 ans, ont démontré qu'il n'en était rien. Les sceptiques ont alors affirmé que l'on ne pourrait savoir si ces enfants se développaient normalement qu'une fois qu'ils auraient atteint l'âge adulte.

Notre étude de suivi leur apporte une réponse. Les enfants dont les parents ont pris part à nos enquêtes ont aujourd'hui 25 ans. Les différents entretiens que nous avons réalisés avec eux démontrent que ces jeunes gens ne sont pas différents de la population générale du point de vue

ENVIRON UN TIERS DES ENFANTS INTERROGÉS ONT UN PÈRE, C'EST-À-DIRE QU'ILS CONNAISSENT L'HOMME QUI A FAIT DON DE SON SPERME

Jean-François Debat

L'extension de la PMA gomme l'atérité parentale

Le responsable socialiste se demande jusqu'où la société est fondée à appeler la technique en renfort pour satisfaire des aspirations individuelles

ET À L'AVENIR, ON NE DIRA PLUS À L'ENFANT QUE LES CIRCONSTANCES EN ONT DÉCIDÉ AINSI, MAIS QUE C'EST AINSI QUE LA SOCIÉTÉ L'A DÉCIDÉ POUR LUI

la manière dont le projet de deux personnes, et même maintenant d'une seule personne, de devenir parent(s) devient progressivement, à lui seul, la justification de l'accès à la procréation. Le désir – compréhensible – de deux personnes de devenir parents, alors même qu'ils ne peuvent pas physiologiquement le devenir, justifie ainsi une forme de « droit créance » sur la société pour réaliser leur projet.

La question n'est pas celle de l'existence d'enfants sans père connu et élevés par une femme seule ou un couple de femmes : il en existe déjà bien sûr, en fonction des choix de vie de chacun ou des aléas de l'existence. La question est celle de la demande faite à la société de simplifier : il ne s'agit plus de prendre acte de situations existantes, mais de les créer.

Un risque de perturbation de l'identité

L'extension de la PMA à toutes les femmes veut gommer la nécessité de l'atérité sexuelle, non pas pour élever un enfant – ce n'est pas le débat – mais pour en incarner la filiation ; plus fondamentalement encore, elle gomme l'atérité parentale tout court, en reconnaissant à une seule personne la possibilité de procréer. Telle est la revendication de certains, mais quoi qu'on en pense, y être réticent ne consiste pas à prendre la défense d'un modèle familial qui serait indépassable. C'est plutôt d'exprimer la conviction que l'on ne peut gommer l'atérité sexuelle dans la procréation sans prendre le risque de perturber fortement, pour certains enfants et adultes, la construction de leur identité.

Qui voudrait vivre sans père ? Personne ne sait comment un individu réagit et réagit soit l'amour porté par ceux qui l'élèvent ou soit l'amour porté par ceux qui l'élèvent ou l'ont élevé. La différence avec les situations actuelles, c'est qu'à l'avenir on ne lui dira plus que les circonstances en ont décidé

de leur santé mentale. Le doute n'est donc plus permis. J'ajoute que l'une de nos plus récentes enquêtes, conduite auprès de 76 de ces enfants, a été publiée il y a un an dans *The New England Journal of Medicine*, la revue scientifique qui fait autorité aux États-Unis pour la médecine.

Aucune autre étude de ce genre ne s'est tenue sur une aussi longue période. Il y avait au départ 84 familles, et 92 % d'entre elles continuent d'y prendre part, ce qui est un taux de rétention quasi inédit pour la recherche scientifique.

Les opposants à l'homoparentalité craignent que les enfants souffrent de n'avoir pas de père. A quelles conclusions arrivez-vous à ce sujet ?

Environ un tiers des enfants des couples interrogés ont un père, c'est-à-dire qu'ils connaissent l'homme qui a fait don de son sperme, et certains de ces hommes prennent part à leur éducation. Nous avons demandé au cours de l'adulthood des enfants s'il y avait dans leur vie un ou des hommes qui leur servaient d'exemple, de modèle, et la moitié répondait que oui. Puis, en croisant ces données avec celles du questionnaire sur leur santé mentale, nous avons découvert que la présence ou l'absence d'un tel modèle masculin n'avait aucun impact sur leur bien-être. Notre étude est la seule à avoir conduit ce genre d'évaluation. Elle a joué un rôle déterminant pour convaincre l'Académie américaine de pédiatrie de soutenir le « mariage pour tous », ainsi que l'adoption par des parents homosexuels. Rappelons, enfin, que ces enfants ont des oncles, des grands-pères, qu'il y a des hommes à l'école, etc.

J'aimerais également ajouter autre chose : on ne m'a jamais demandé si les enfants avaient besoin d'un modèle féminin pour s'épanouir. Il y a des enfants qui grandissent sans femme dans leur entourage proche, et ils ne sont pas nécessairement élevés par des pères gays. Or il

me semble que l'on se focalise uniquement sur l'un des deux sexes, comme si les hommes étaient plus importants que les femmes.

Les enfants que vous avez étudiés ont-ils souffert de l'exclusion parce que leur famille ne correspondait pas à la norme ?

Nous les avons interrogés à ce sujet lorsqu'ils avaient 10 ans. La moitié d'entre eux disaient avoir souffert de brimades à cause de l'orientation sexuelle de leurs parents. Nous avons suivi les effets à long terme de cette intimidation dans des enquêtes ultérieures. Et nos résultats indiquent que leurs familles leur avait permis de mieux surmonter ces moments. Leurs mères les avaient préparés à cette possibilité. Des les premiers entretiens que nous avons conduits, elles reconnaissaient ouvertement que leurs enfants pouvaient faire face à de la discrimination. Mais elles disaient aussi qu'elles allaient tout faire pour les aider.

Nombre d'entre elles ont donc pris le temps d'en parler avec tous les médecins, enseignants, coaches sportifs, etc., avec qui leur enfant était entré en contact. Certaines d'entre elles ont aidé l'école à mieux prendre en compte la diversité des familles. Et nous avons découvert que les enfants qui avaient été stigmatisés et qui avaient fréquenté des écoles où cet effort a été consenti s'en sont mieux sortis. Mais il ne faut pas penser que seuls les enfants de parents gays sont victimes d'intimidation. C'est un problème largement répandu, malheureusement.

Quel est l'impact d'une séparation dans ces familles ?

Aux États-Unis, lorsque l'on regarde l'ensemble des familles, le partage de la charge parentale après une séparation ne constitue pas un phénomène répandu. Alors même que, pour les enfants, ce qu'il y a de plus dur dans une rupture, c'est de perdre contact avec une personne qui compte. Plus de la moitié des couples que nous suivions se sont séparés, mais leurs enfants se portent aussi bien que les autres. Cela s'explique sans doute par le fait que la majorité des parents qui se sont séparés ont continué de s'entraider pour éduquer leurs enfants. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR MARC-OLIVIER BHERER

conception de la libre disposition de leur corps leur permet de revendiquer leur participation à une GPA, éventuellement sans contrepartie financière ? Très franchement, je ne vois pas comment la société, qui aura reconnu le projet parental individuel comme pierre angulaire du droit à l'enfant, pourra s'opposer durablement à ces aspirations, tout aussi fortes, d'hommes à devenir pères sans mère. Déjà aujourd'hui, des voix s'élèvent pour proposer la GPA au nom du dépassement définitif de tout lien entre sexe et procréation. Je ne partage pas cette vision de l'humanisme, pour ne pas dire de ce transhumanisme.

Cette volonté de tout maîtriser m'intéresse : où s'arrêtera-t-elle ? Où l'homme mettra-t-il une limite philosophique à ce qui est techniquement possible ? De la même manière que son aspiration à profiter, à l'excès, de ce que la Terre lui prodigue semble être irrépressible, son exigence qu'il soit répondu à ses aspirations personnelles semble sans limites. C'est aussi ce que voulait faire, s'envolant aussi haut que possible au-dessus du monde jusqu'à se croire l'égal des dieux. On sait ce qu'il en est advenu. Je crains que cela ne nous arrive, même si je reconnais que j'ignore le moment où nous serons trop près du soleil pour qu'il nous brûle et nous renvoie à notre condition d'humains. J'espère juste que nous ne sommes pas en train de faire le kilomètre de trop. ■

Jean-François Debat est maire de Boulogne-Bresse, vice-président de la région Rhône-Alpes et secrétaire national de l'environnement et de la transition énergétique du Parti socialiste